

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

ÉDITORIAL

Logique dominante

Le 20 janvier passé, *economiesuisse* et sa «boîte à idées», la fondation *Avenir Suisse*, publiaient une étude proposant une hausse des taxes universitaires de 1000 à 5000 fr.- par an. Trois jours plus tard, c'était le secrétaire d'Etat Charles Kleiber qui annonçait qu'il était favorable à une hausse des taxes annuelles du même ordre de grandeur.

L'affaire est digne d'intérêt pour deux raisons au moins. Lorsque l'ex-Vorort se bat pour une hausse des taxes universitaires, il s'attaque directement et avec arrogance aux acquis du processus de démocratisation des études qui a eu lieu en Suisse les années 70 et 80; loin de toucher les rejetons de familles riches, une telle hausse remettrait en cause le droit à la formation des plus vulnérables..

Mais l'élément le plus significatif qui se dégage de la juxtaposition des prises de position quasi-simultanées d'*economiesuisse* et de Kleiber est d'une autre ampleur: il n'aura pas fallu plus de trois jours pour qu'une «brillante idée» émise par l'organisation la plus significative du pouvoir patronal suisse soit reprise en fanfare et officiellement par un vice-ministre helvétique. De tels relais politiques ont toujours existé; mais l'insolence avec laquelle ils s'exposent aujourd'hui au grand jour révèle la force avec laquelle la droite helvétique la plus libérale entend désormais appliquer son programme de démantèlement.

Réd.

BÜRGERLICHER WUNSCHTRÄUM



DOSSIER

Le Parti socialiste: un parti d'opposition

Les élections au Conseil fédéral du 10 décembre 2003 tout comme l'échec de la 11^{ème} révision de l'AVS sont les expressions les plus visibles de la fin de la politique de concordance. Face à cette nouvelle donne, le parti socialiste suisse (PSS) est obligé de mener un débat de fond sur les perspectives de son action politique durant les années à venir. Dans trois domaines notamment des changements s'imposent.

D'une part, la politique d'opposition des socialistes doit se durcir. Objectif: mettre en évidence le fossé qui sépare les partis bourgeois et la gauche, et faire échouer les projets de démantèlement sociaux prévus par la droite. Ici, les votations de mai constitueront un premier test important de la capacité de résistance du PS.

D'autre part, le parti est confronté à la nécessité de renforcer son potentiel de mobilisation: en mettant notamment sur pied un réseau

national de militant-e-s et en relançant la formation interne des membres. Car sans base militante combative, la politique d'opposition restera lettre morte. Enfin, l'alliance avec les autres organisations politiques de gauche, avec les syndicats, avec le monde associatif et avec une partie des mouvements sociaux est incontournable. Seule cette carte de l'alliance permettra à la gauche de progresser.

C'est dans cet esprit et par un dossier consacré à la politique d'opposition du PS que *Pages de gauche* entend contribuer à l'affermissement d'une indispensable politique d'opposition – pour barrer la route à la droite mais également et surtout pour ouvrir une perspective en faveur d'un authentique projet socialiste de démocratisation sociale et économique de la Suisse.

> Suite du dossier en pages 5 à 10

La sécurité alimentaire est un droit!

Dans le cadre de leur campagne 2004, Pain pour le prochain et l'Action de Carême veulent replacer le droit de chaque individu et de chaque pays à la sécurité alimentaire au centre de la politique de développement. Ils demandent une réforme des accords de l'OMC.

Par Chantal Peyer

Aujourd'hui, 80% des personnes qui souffrent de la faim dans le monde sont des agriculteurs, c'est-à-dire ceux-là même qui fertilisent la terre et récoltent les denrées alimentaires. Le droit à l'alimentation est un droit humain fondamental sur lequel repose l'exercice de tous les autres droits. Or, aujourd'hui, les accords de l'organisation mondiale du commerce (OMC) empêchent les pays en développement de mener une politique de sécurité alimentaire.

En effet, depuis la création de l'OMC, les pays dits «en voie de développement» se sont engagés à réduire progressivement leurs droits de douane sur les importations de produits agricoles. Le résultat est catastrophique pour les petits producteurs du Sud qui sont soumis à la concurrence croissante des produits subventionnés de l'Union européenne ou des Etats-Unis. Au Cameroun, la plupart des aviculteurs ont fait faillite depuis que le pays a ouvert ses frontières aux poulets surgelés et subventionnés d'Europe et la farine de blé importée tend à remplacer la farine de manioc produite localement. En Jamaïque, même constat: le lait en poudre de l'UE - vendu 50% en dessous de ses coûts de production grâce aux subventions à l'exporta-

tion - se substitue au lait frais produit sur l'île. Dans un marché libéralisé, ce dumping des prix, mené sous l'œil attentif de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI) et financé par les contribuables européens, a ruiné des milliers d'éleveurs locaux.

Dans le cycle actuel de négociations de l'OMC, certains pays en développement ont demandé l'introduction d'une «boîte du développement». Cet instrument permettrait l'introduction de droits de douanes plus élevés sur les produits de première nécessité, une clause de sauvegarde sur les importations subventionnées, ainsi que des engagements contraignants en matière d'assistance technique. A Cancun en septembre, ces propositions n'ont trouvé qu'une place secondaire dans les négociations. Mais l'émergence de nouvelles alliances, notamment le G21 emmené par le Brésil, l'Inde et la Chine, permet d'espérer que cette question arrivera au cœur de l'agenda de l'OMC.

Pour cela, un travail de pression et d'information est nécessaire. C'est le but de la pétition «Pour un commerce au service des personnes» lancée par Pain pour le prochain et l'Action de Carême. Pour plus d'informations ou pour signer la pétition: www.securitealimentaire.ch (rubrique enjeux).

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Abonnement annuel : Fr. 39.-
Abonnement de soutien : Fr. 100.-

Contact par courrier ou à
info@pagesdegauche.ch
www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat :
Case postale 3567, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Cesla Amarelle (CAm), Arnaud Bouverat (AB), Olivier Longchamp (OL), André Mach (AM), Oran McKenzie (OMK), Philippe Mivelaz (PhMi), Philipp Müller (PhMü), Rebecca Ruiz (RR), Yves Steiner (YS), Christian Vullioud (CV).

Comité :

Michel Cambrosio, Nils de Dardel, Dan Gallin, Valérie Garbani, Carole-Anne Kast, Lyonel Kaufmann, Stéphanie Lammar, Kevin Luximon, Pierre-Yves Maillard, Jean-Philippe Matthey, Stéphane Montangero, Eric Peytremann, Stéphane Rossini, Gianni Schneider, Alberto Velasco.

Collaboration permanente:

Anouk Henry, Grégoire Junod, Alexandre Mariéthoz, Géraldine Savary, Séverine Tys, Claude Vaucher.

Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

Mise en page:

Christian Vullioud, Le Sentier.

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

SOMMAIRE

- 1 Logique dominante
- 2 La sécurité alimentaire est un droit!
- 3 A propos des «étrangers» qui abuseraient de l'AI...
- 4 Syndicalisme
- 5 à 10 Dossier: *Le Parti socialiste: un parti d'opposition*
- 11 Service publique
- 12 Mouvements sociaux
- 13 Cantons
- 14 International
- 15 Humeur – Ils l'ont dit...
- 16 La dernière – Agenda



A propos des «étrangers» qui abuseraient de l'AI...

Loin d'abuser de l'AI comme le prétend l'UDC, les personnes de nationalité étrangère ont une probabilité moindre d'être au bénéfice d'une rente AI, alors même qu'elles exercent souvent les métiers les plus difficiles.

LORSQUE L'OFAS CONTREDIT L'UDC:

Lors de l'assemblée des délégués de l'UDC du 28 juin passé, le milliardaire Christoph Blocher a tenu un vibrant discours intitulé «Non à une extension incontrôlée de l'Etat social – non à de nouveaux prélèvements obligatoires», dans lequel il accusait «les étrangers» d'abuser de l'AI. A la même assemblée, le conseiller national bernois H. Weyeneth renchérissait, en soulignant «qu'une forte proportion de rentes sont versées à l'étranger».

L'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) vient de publier une étude qui démontre que la probabilité d'être au bénéfice d'une rente AI est beaucoup plus faible pour une personne n'ayant pas la nationalité helvétique que pour un-e Suisse.

«ETRANGER, TU AURAS DEUX FOIS MOINS DE CHANCE DE TOUCHER L'AI QUE TON COLÈGUE SUISSE!»

Entre 1990 et 2002, le nombre total de personnes au bénéfice d'une rente AI (quelle que soit leur nationalité ou leur pays de résidence) a considérablement augmenté, passant de 165'000 à 271'000. La proportion de bénéficiaires d'origine étrangère est cependant restée stable pendant ces douze années, passant de 31.6% à 34.2% entre 1990 et 1995, stagnant ensuite pour s'établir à 35.2% en 2002. Les auteur-e-s de l'étude soulignent par ailleurs que le nombre de bénéficiaires de rentes AI domicilié-e-s à l'étranger (quelle que soit leur nationalité) a diminué entre 1990 et 2002, passant de 18 à 15%. Les bénéficiaires de rente AI résidant à l'étranger (quelle que soit

leur nationalité) touchent du reste des rentes généralement plus faibles que celles et ceux qui vivent en Suisse puisque ce n'est que 10% de la somme totale versée aux bénéficiaires de l'AI qui est versée à l'étranger.

Mais la conclusion principale de l'étude est encore d'une autre nature: la probabilité qu'une personne s'étant acquittée des cotisations à l'AI soit une fois au bénéfice d'une rente-invalidité, est de 5.9% pour les Suisses contre 3.3% pour les ressortissant-e-s étranger-e-s. En d'autres termes, cela signifie que les travailleuses et travailleurs helvétiques ont presque deux fois plus de chances d'obtenir une rente que celles et ceux qui viennent d'autres pays et qui cotisent pourtant de la même façon à l'AI. Le fait mérite d'autant plus d'être souligné que plusieurs facteurs pourraient justifier que la proportion de personnes de nationalité étrangère au bénéfice d'une rente AI soit au moins équivalente à celle des Suisses: la population d'origine étrangère est en effet plus nombreuse à travailler que les Suisses, elle est souvent active dans des secteurs assortis d'un risque d'invalidité plus élevé et bénéficie en moyenne d'un niveau de formation générale moins élevé que la population d'origine helvétique. Cette dernière caractéristique justifierait d'ailleurs un recours plus fréquent à l'AI puisqu'elle est synonyme d'une flexibilité bien moins élevée lorsque des atteintes à la santé nécessiteraient un changement d'emploi.

LA XÉNOPHOBIE COMME ARME AU SERVICE DU DÉMANTÈLEMENT DE L'ETAT SOCIAL

Comme le note l'étude de l'OFAS, «les chiffres démen-

tent donc sans ambiguïté la rumeur selon laquelle une part importante du total des rentes [AI] serait versée à l'étranger.» Mais l'étude de l'OFAS ne permet pas seulement de contredire les propos populistes de Blocher ou de ses lieutenants. Elle permet de mettre en évidence les buts réels qui sous-tendent les discours alarmistes et xénophobes de l'UDC. Car en stigmatisant «les étrangers», de tels discours visent à obtenir un soutien populaire en vue d'un «assainissement» de l'AI – comprenez une véritable remise en cause – et de contraindre cette œuvre de solidarité à un régime minceur dont la droite économique est adepte.

La crise des années 1990 et la précarisation des couches les moins favorisées de la population qui en a découlé ont largement été la cause de l'accroissement sensible du nombre de bénéficiaires de rentes AI dont il a été question au début de cet article. Les auteurs de l'étude de l'OFAS le relèvent indirectement lorsqu'ils soulignent que le nombre de personnes jeunes rejetées du

marché du travail et au bénéfice d'une rente AI a massivement augmenté ces dernières années. A terme, une telle situation ne sera évidemment pas supportable pour l'assurance invalidité. Il est donc facile de pointer aujourd'hui quelques boucs émissaires, soupçonnés – à tort! – d'abuser des assurances sociales et de réclamer ensuite purement et simplement la suppression de l'AI ou la réduction drastique de ses prestations.

Au lieu d'assumer les conséquences d'une politique de restructuration menée trop souvent au détriment des salarié-e-s détruit-e-s physiquement et psychologiquement par les contraintes inhérentes à leur travail, les milieux patronaux – dont Blocher n'est que le porte-parole – entendent désormais remettre en cause l'un des principaux piliers de la politique sociale en Suisse. La gauche entière doit s'y opposer avec la dernière véhémence. Ne serait-ce que pour prouver qu'ici-bas la solidarité avec les plus faibles n'est pas un vain mot.

Olivier Longchamp

Pour en savoir plus: l'étude de l'OFAS est téléchargeable à l'adresse internet suivante: www.bsv.admin.ch/aktuell/presse/2004

QUE VONT TROUVER LES AMÉRICAINS SUR MARS?



Migros bafoue les droits syndicaux

De coopérative, le principal employeur privé de Suisse n'en a que la structure. L'attitude antisyndicale adoptée par l'entreprise témoigne du durcissement des rapports de travail en son sein. A Bâle, Unia a déposé plainte contre Migros.

Il a fallu du courage à Erika Kissling et Elisabeth Mischkulnig, deux caissières de longue date à la Migros de Bâle et syndiquées auprès d'Unia – syndicat du secteur tertiaire –, pour s'adresser à la presse. Et ce qu'elles avaient à déclarer en dit long sur les pratiques d'une partie des filiales de Migros. En effet, derrière l'image d'une entreprise qui aime se présenter comme une firme à visage humain dans laquelle «capital social» et logique «coopérative» riment avec succès commercial, se cache une réalité bien moins attrayante.

Migros Bâle impose aujourd'hui la flexibilisation des conditions de travail à ses employé-e-s comme toute autre entreprise. Ainsi comme le révélaient les deux syndiquées, celles-ci sont non seulement soumises à une planification du travail en violation ouverte avec l'ordonnance d'application n°1 de la loi sur le travail, mais le travail sur appel est

devenu une pratique courante à la Migros. En effet, le «service de réserve» leur impose de rester atteignables à tout moment sans être payées et en cas d'absence de clientèle elles doivent rentrer chez elles – et compenser les heures de travail «perdues» en période de grande fréquentation.

PRATIQUES ANTISYNDICALES

Ce durcissement des conditions de travail est la fidèle illustration de la stratégie de confrontation poursuivie par la direction de la Migros contre les syndicats depuis quelques années. Car malgré son image lisse, le détaillant mène dès ses origines une politique peu favorable au travail syndical. Son fondateur, Gottlieb Duttweiler, était une authentique figure patriarcale qui dirigeait son empire commercial de manière autoritaire. Ainsi, il faut attendre le début des années 1970 pour voir l'entreprise conclure une convention collective

de travail (CCT) avec la Fédération du commerce, du transport et de l'alimentation (FCTA).

Depuis la fin des années 1990, les responsables de l'entreprise ont adopté une attitude de plus en plus hostile face au syndicat. C'est notamment la campagne «pas de salaire en dessous de 3000 francs» lancée en 1998 qui en est à l'origine (*voir encadré*). Pendant un an, Migros refusait de négocier avec la FCTA et édictait les premières interdictions d'accès à l'égard de certains responsables syndicaux. Finalement, c'est face à la pression de l'opinion publique que Migros cède. Dès 2003, le salaire minimal se chiffre à 3300 francs bruts dans l'ensemble de la Suisse.

Ainsi, le travail de terrain à la Migros est devenu très ardu. Toujours à Bâle, les fonctionnaires du syndicat sont interdits d'accès aux filiales depuis septembre 2001 et doivent se contenter de quelques actions éclair afin d'entretenir le contact avec les syndi-

qué-e-s et d'en gagner d'autres. Contre cette interdiction, Unia a déposé plainte en novembre de l'année passée. L'affaire est toujours en cours.

MIGROS CONTRE UNIA ?

Cette confrontation s'explique en outre par le non-renouvellement de la CCT avec la FCTA. Les responsables de la Migros, avec en tête de file son grand patron, Anton Scherrer, n'ont guère apprécié l'adhésion du syndicat au projet de fusion entre le SIB et la FTMH qui donnera naissance à la nouvelle UNIA, futur principal syndicat de Suisse.

Au cœur des discussions: l'attitude d'UNIA en matière de paix du travail. Alors même que le respect de cette dernière représente une valeur sûre dans les rapports entre entreprises et syndicats depuis la Deuxième Guerre mondiale, celle-ci ne suffit pas aux dirigeants de la Migros. D'après ces derniers, le fait de poursuivre le travail syndical après la conclusion d'une CCT, d'informer le public sur les dysfonctionnement au sein du géant orange ou encore d'entrer en contact direct avec les employé-e-s constitue en soi une attitude «déloyale».

Cependant, en vue du succès du combat syndical contre les bas salaires, la prudence semble aujourd'hui de mise du côté de la Migros. Ainsi, Anton Scherrer communiquait récemment sa disposition à négocier avec le nouveau syndicat «une fois le processus de fusion abouti». Comme quoi un langage clair et une action déterminée sont la meilleure façon de défendre les droits des salarié-e-s. Même dans une entreprise dite «sociale».

PhMü

LA CAMPAGNE CONTRE LES BAS SALAIRES A PORTÉ SES FRUITS, MAIS IL RESTE DU TRAVAIL...

Au cours des dix dernières années, les salaires réels (déduction faite de l'inflation) ont en moyenne stagné. Cette stabilité masque en réalité le fait que les revenus les plus élevés ont progressé plus rapidement que les bas salaires. De plus, ces derniers ont été largement entamés par la progression des taxes indirectes et des primes d'assurance-maladie (non-comptabilisées dans l'indice des prix à la consommation) que les hauts salaires. D'où une perte nette de pouvoir d'achat pour les bas salaires.

Il semblerait pourtant qu'un certain revirement a pris forme ces dernières années. Selon la dernière enquête sur la structure des salaires en Suisse de l'Office fédéral de la statistique, parue en novembre 2003, la proportion des postes à bas salaires (inférieurs à 3'500 francs bruts) est passée de 12.8% en 1998, à 11.1% en 2000 et à 8.9% en 2002. De même, entre 1996 et 2002, les salaires du personnel de la vente et du commerce de détail, qui sont parmi les plus bas du pays, auraient progressé légèrement plus que la moyenne nationale.

Cette évolution réjouissante est très largement le résultat de la campagne nationale contre les bas salaires lancée par l'USS en 1999. Cette campagne a notamment permis l'inscription de salaires minimaux dans plusieurs conventions collectives. Cela montre que même dans des secteurs économiques, longtemps qualifiés de «déserts syndicaux», avec un faible nombre de membres, des résultats peuvent être obtenus. Cela devrait d'ailleurs inciter les employé(e)s à s'engager dans les syndicats.

Cependant, il reste encore beaucoup de choses à améliorer. D'un point de vue général, les inégalités salariales sont encore très importantes, en particulier entre hommes et femmes. D'autre part, le nombre de syndiqué(e)s est encore très faible dans les secteurs des services peu qualifiés. Du travail en perspective pour les syndicats...

André Mach

Source : *Work (journal syndical du SIB et de la FTMH en Suisse allemande), L'Événement syndical, janvier 2004.*

DOSSIER : LE PARTI SOCIALISTE : UN PARTI D'OPPOSITION

Changer de politique d'opposition

Si le parti socialiste devait se décider sur l'opportunité d'entrer au Conseil fédéral dans les conditions politiques actuelles, il est fort à parier que sa réponse serait négative. Qu'on le veuille ou non, la fin de la concordance remet la participation des socialistes fondamentalement en cause. D'aucuns plaident pour une stratégie d'attente. Il est possible qu'avec des ruptures ciblées de la collégialité sur des enjeux de fonds tels que la politique sociale, financière et de service public nous réussirons peut-être à montrer à la population que les socialistes ne se reconnaissent pas dans ce gouvernement. Il n'empêche; une telle stratégie confrontera le parti à des rapports encore plus délicats qu'aujourd'hui avec ses deux conseillers fédéraux, au risque de l'affaiblir.

RAISON DE SORTIR

En décidant de sortir du Conseil fédéral lors du congrès de Bâle, nous aurions la possibilité d'affirmer clairement notre détermination à mettre en œuvre une politique d'opposition politique et sociale cohérente. Loin d'être une perte de pouvoir, elle n'intensifiera pas les attaques de la droite, la violence de ces dernières s'est déchaînée malgré notre présence minoritaire parmi les sept sages. En refusant aujourd'hui de jouer un jeu qui profite essentiellement au « bloc bourgeois », nous gagne-

rions ainsi en temps pour renforcer notre rôle d'opposition, en crédibilité face à notre électorat et en efficacité dans notre action politique.

La participation n'a jamais constitué un but en soi mais bien un instrument dans la lutte pour concrétiser le programme du parti socialiste. Lorsqu'en 1959, le parti décide – après un interlude oppositionnel à partir de 1953 – de rejoindre à nouveau le gouvernement fédéral, il vise notamment à influencer sur la distribution des fruits de la croissance économique de l'après-guerre. Ainsi la politique de « concordance » naît et les améliorations successives de l'AVS jusqu'au début des années 1970 en sont l'expression la plus nette.

ADIEU «CONCORDANCE»

Aujourd'hui, avec l'élection de Christoph Blocher, la formule perd sa « magie ». Nous nous sommes battus pendant des années contre la montée en puissance de l'UDC, nous avons fait du rejet du blochérisme un enjeu de fond. Et tout-à-coup il faudrait faire comme si de rien n'était, comme s'il fallait accepter l'inadmissible? D'autre part, avec la 11^{ème} révision de l'AVS la « concordance » devient définitivement discordante. En effet, tandis que le projet du Conseil fédéral était déjà discutable en soi, la majorité parlementaire l'a carrément transformé en contre-réforme. Conséquence: pour la première fois l'ensemble de la gauche poli-

tique et syndicale suisse lance un référendum contre une modification de la principale assurance sociale de ce pays. Le consensus politique minimal sous-tendant le rapport entre la droite et le PS fait désormais place à la confrontation ouverte.

OPPOSITION SOCIALE

Le durcissement du climat impose également aux socialistes une réorientation de leur pratique politique. Pour incarner une alternative combative au « bloc bourgeois », il ne saurait suffire de se limiter à la seule opposition dans les différents parlements et gouvernements. Cette opposition dans les institutions doit nécessairement s'accompagner du renfor-

cement de l'opposition sociale. La force du PS doit davantage reposer sur sa capacité de mobilisation référendaire et sur ses rapports étroits avec le monde associatif, sur la constitution d'un front des gauches avec les organisations politiques qui lui sont proches mais surtout sur le lien organique avec les forces syndicales. Il s'agit aujourd'hui d'en faire l'axe central d'une politique d'opposition dont dépendra la capacité de résister à l'assaut néoconservateur en cours et d'inverser la vapeur en faveur d'un programme fort de démocratisation de la Suisse.

*Philipp Müller
Membre du comité directeur du PSS*



Les illustrations de ce dossier sont issues du livre «Zauberformel: Fauler Zauber? – SP-Bundesratsbeteiligung und Opposition in der Schweiz», paru en 1984 à Bâle. Cet ouvrage contient 23 contributions sur la politique d'opposition à mener par le PSS. (Bürgerlicher Wunschtraum = rêve bourgeois).

Ce qui a changé le 10 décembre
Le débat sur la participation des socialistes au Conseil fédéral doit d'abord passer par une analyse de l'état du rapport de force politique....

6

Retrait au niveau fédéral... Quid du cantonal?
L'entrée en force de la droite dure, haineuse et paléolibérale au Conseil fédéral relance le débat sur la présence...

7

Militer ou subir
36'000 membres cotisants, 1000 sections locales, une longue expérience en matière de campagnes politiques et votations fédérales...

8

Le PS et l'opposition: Quels projets? Quelles alliances?
Dans l'éventualité d'un retrait du Conseil fédéral, certains socialistes craignent une perte d'influence...

9

Lettre à nos cousines et cousins du PS
Chères cousines, chers cousins, Vous demandez au vice-président des Verts, de s'exprimer sur la participation du PS au Conseil fédéral...

9

Le pari rassembleur d'une gauche qui incarne l'opposition
Nous sommes un des seuls pays au monde à être gouverné selon un modèle de cohabitation...

10

Politique de concordance ou politique d'opposition?
30'000 personnes dans la rue à Berne pour défendre en septembre 2004 notre AVS. 80'000 signatures récoltées en deux jours...

10

DOSSIER : LE PARTI SOCIALISTE : UN PARTI D'OPPOSITION

Ce qui a changé le 10 décembre

La participation des socialistes au Conseil fédéral doit s'inscrire résolument dans une logique de résistances démocratiques. C'est la construction de ces résistances qui doit être la priorité du PS aujourd'hui.

Par Pierre-Yves Maillard,
conseiller national, Lausanne.

Le débat sur la participation des socialistes au Conseil fédéral doit d'abord passer par une analyse de l'état du rapport de force politique. La droite la plus agressive s'est imposée aux USA, en Europe et en Suisse. Elle attaque les piliers de la démocratie sociale que la gauche et le mouvement ouvrier ont conquis, malgré les guerres, les crises et le fascisme. N'affrontant aucun adversaire crédible, elle redouble d'agressivité et menace désormais la démocratie elle-même.

Le réveil sensible d'une opinion de gauche au cœur de l'empire, aux USA, témoigne de la révolte que provoque la perspective de l'établissement durable d'un pouvoir aussi odieux que celui de G. W. Bush et de ses clones. Ce constat provoque un sentiment d'urgence qui gagne la base sociale de la gauche: il faut unir maintenant les forces démocratiques et sociales et s'engager avec force dans la lutte contre la droite.

QUESTION DE MÉTHODE

Reste à choisir la forme. Récemment, une remise en cause de l'action syndicale classique et de la démocratie représentative est apparue, notamment au sein du mouvement altermondialiste. Cette critique trouvait sa justification dans la passivité de la social-démocratie et des grandes centrales syndicales. Mais c'est aussi justement parce que ces forces nouvelles ne les rejoignent pas, que les partis de gauche et les organisations syndicales mettent si

longtemps à se réorienter. Et la difficulté de la rencontre vient aussi de l'action au sein du mouvement altermondialiste d'une extrême gauche qui tarde à expliciter la méthode concrète qu'elle entend proposer pour changer le monde: révolution, dictature du prolétariat, conquête de la majorité par les urnes?

LE CHOIX DE LA DÉMOCRATIE

Les socialistes ont choisi: ils acceptent les formes démocratiques de lutte choisies par le mouvement ouvrier au cours de son histoire. Si nous abandonnons la lutte syndicale sur le lieu de travail pour une amélioration concrète de la vie des salariés et si nous désertons le champ de la démocratie représentative pour l'abandonner à toutes les ersatz de la droite, nous perdrons pour longtemps toute influence sur le réel. L'histoire l'a montré: la gauche a intérêt à ce que la conquête du pouvoir passe par des institutions démocratiques plutôt que par l'affrontement direct. C'est la droite au contraire qui cherche l'épreuve de force dans la rue ou sur le champ de bataille. Elle envoie aujourd'hui assez de signaux dans ce sens. L'urgence du moment commande donc un engagement dans ce qui reste le plus puissant parti de gauche, le parti socialiste. Ce choix n'exclut pas les alliances, on ne répond pas au sectarisme par le sectarisme, mais il implique de ne laisser personne affaiblir le mouvement socialiste, tant que celui-ci reste fidèle à ses principes.

LE CHOIX DE LA RÉSISTANCE

La base socialiste suisse a rejeté la libéralisation

et la privatisation du service public, malgré la pression médiatique et le choix différent de la majorité de ses élus. Elle combattra le 16 mai les baisses de l'impôt sur le revenu et l'attaque contre l'AVS. Elle n'a pas été gagnée par la troisième voie blairiste ou schroederienne. Si cette même base nous dit de rester au Conseil fédéral, alors son message doit être entendu et correctement interprété. Loin d'être un appel au consensus avec la droite, le message sera: restez au Conseil fédéral pour vous battre contre la droite, c'est pour la lutte qu'on veut vous voir actifs à tous les niveaux de l'action politique.

COMPROMIS IMPOSSIBLES

Cette interprétation découle des événements du 10 décembre: c'est contre le Parti Socialiste Suisse (PSS) que C. Blocher a été élu. Il s'agit d'un changement fondamental par rapport à la formule magique de 1959. Nous ne sommes pas à la naissance d'un nouveau consensus, mais au début d'une polarisation. Et on voit mal comment nos Conseillers fédéraux pourraient nous expliquer qu'il faut accepter les «compromis» issus de ce collègue. Le 10 décembre, le PSS s'est engagé sur la voie de la résistance et de la préparation d'une alternance à la droite. Nos Conseillers fédéraux ont pour tâche dans leur rôle de participer à ce projet. S'ils ne le font pas, s'ils exigent de nous un nouveau consensus, avec l'UDC de C. Blocher et son allié radical, alors le débat sur la participation s'imposera de lui-même. L'objectif n'est donc pas de quitter le pouvoir. Il est de le conquérir pour en chasser la

caste des grands intérêts et privilèges. C'est pourquoi il ne faut pas sur-déterminer aujourd'hui le débat sur la participation au Conseil fédéral. Notre stratégie doit être en revanche de s'inscrire dans la perspective de la conquête d'au moins un troisième siège de gauche en 2007. Les étapes vers cet objectif sont un maximum de victoires référendaires et cette lutte commence demain, le 16 mai.

UNE CLAIRE POLITIQUE D'OPPOSITION

Le Parti socialiste a une plateforme de législature progressiste. Le PSS doit désormais se concentrer sur la question de la redistribution des richesses et de la défense du monde du travail. La relance d'un projet socialiste démocratique à l'échelle internationale et le développement de propositions liant la croissance économique à une reconversion écologique de la production doivent aussi être au cœur de ce projet. La base financière du parti, l'accueil et la formation des nouveaux membres qui affluent en ce moment, la capacité à imposer nos thèmes dans le débat public doivent être développés, dans une collaboration renforcée entre structures nationale et cantonales. Enfin, il n'y pas de politique d'opposition qui vaille sans articuler l'action socialiste avec celle des syndicats. Par le travail sur plusieurs années de dizaines de militantes et de militants, nous avons préservé l'authenticité de la social-démocratie suisse. Notre ligne politique est la bonne, reste maintenant à rassembler, mobiliser et agir, contre les projets iniques de cette nouvelle droite.

DOSSIER : LE PARTI SOCIALISTE : UN PARTI D'OPPOSITION

Militer ou subir

La crédibilité de la politique d'opposition de la gauche dépend de sa capacité à faire échouer les attaques de la droite. Constat banal mais qui confronte le PS à la nécessité de renforcer son organisation militante. Présentation de trois points forts.

36'000 membres cotisants, 1000 sections locales, une longue expérience en matière de campagnes politiques et votations fédérales. Le lancement d'un référendum contre le démantèlement social voulu par la droite, l'aboutissement d'une initiative populaire ne devraient donc pas constituer un obstacle majeur pour les socialistes. Pas si sûr.

Même si le Parti socialiste (PS) peut toujours s'appuyer sur une certaine base militante, cette dernière s'est néanmoins considérablement effritée au cours des décennies passées. Face à ce constat, la discussion de trois axes d'action s'impose aujourd'hui: la reconquête d'une tradition militante partiellement perdue pendant les années marquées par la politique de «concordance»; la construction d'une formation interne continue des membres; une réforme des structures organisationnelles du parti.

OPPOSITION SEMI-DIRECTE

La consolidation d'un réseau national de militant-e-s avec son ancrage dans les sections cantonales et locales du parti est

incontournable. Un premier pas a été fait par la constitution d'un groupe d'action dans le cadre de la campagne électorale 2003 réunissant plus de 900 membres. Il convient aujourd'hui d'approfondir les efforts dans cette direction. En effet, toutes les envolées rhétoriques ne valent rien si nous ne sommes pas capables de lancer un voire plusieurs référendums par an contre les projets du «bloc bourgeois».

Les victoires référendaires de ces dernières années ont démontré que la gauche peut s'appuyer sur une majorité populaire dans des combats s'opposant au démantèlement de conquêtes favorables au plus grand nombre. L'impressionnante démonstration de force des syndicats qui ont récolté pas moins de 80'000 signatures en trois jours contre la 11^{ème} révision de l'AVS ne doit pas rester un éphémère feu d'artifice mais inciter le PS à intensifier ses efforts militants.

Après la fin de la concordance, le recours systématique aux moyens de la démocratie semi-directe – surtout le référendum – se transforme à nouveau en l'ins-

trument institutionnel le plus efficace pour défendre les assurances sociales, le droit des migrant-e-s, le service public ou encore une fiscalité progressiste. Nous devons redevenir capable de faire aboutir à nous seuls tous les référendums jugés indispensables. A défaut d'une capacité de mobilisation renforcée, la volonté d'intensifier la politique d'opposition restera un vœux pieux.

FORMATION PERMANENTE

Sans formation des membres, pas de force militante combative et efficace. Une affirmation qui résonne peut-être comme une banalité aux oreilles de socialistes rodés. Or, trop souvent il existe un fossé considérable – notamment en matière d'information sur les dossiers politiques et les débats en cours – entre les élus dans les législatifs et exécutifs et ce qu'on appelle communément les «membres de base». Et ce ne sont pas les réunions de section mensuelles ou trimestrielles qui représentent un remède suffisant pour combler cet écart.

Chaque parti cantonal, les grandes sections locales et des

regroupements régionaux de sections devraient aujourd'hui être en mesure de proposer à leurs membres, notamment à ceux qui ont nouvellement adhéré, des cycles de formation réguliers. Programme des cours envisageable: les perspectives socialistes en matière de politique sociale, de santé et de service public, les enjeux des contre-réformes fiscales en cours ou encore l'avenir de la gauche. Les sujets ne manquent pas et il est franchement curieux qu'au sein d'un parti politique qui regroupe un nombre important d'enseignant-e-s, de professeurs d'université et d'auto-didactes, la formation interne se soit transformée en parent pauvre des activités quotidiennes.

MISE EN RÉSEAU DES SECTIONS

Enfin, la structure actuelle du PS avec sa multitude de sections locales ou sections de quartiers dans les grandes villes alémaniques notamment, n'est pas de nature à faciliter un travail cohérent des socialistes. Notamment dans les régions les moins urbanisées, cet éclatement – fédéralisme oblige ? –, affaiblit sa capacité d'action. La constitution de structures régionales destinées à supplanter à terme les petites sections forme un premier pas important dans la bonne direction. Le morcellement actuel rend une action efficace très difficile et pose également la question de la démocratie interne au parti, car il empêche le débat de questions d'importance cantonale voire nationale parmi l'ensemble des militant-e-s.

UN PARTI DE MILITANT-E-S

Les grandes conquêtes de la gauche helvétique, les avancées substantielles en matière de démocratisation sociale et économique – amélioration de la législation sociale, abaissement du temps de travail, renforcement du salariat – reposent toutes sur sa capacité de mobilisation. Il s'agit aujourd'hui pour les socialistes de renouer plus énergiquement avec leur tradition de parti de militant-e-s. A défaut, la chape de plomb qui pèse sur le climat actuel risque fort de gagner toujours davantage en épaisseur.

«OFFRIR AU PS DES ARMES POUR ÊTRE COMBATIF»

Le conseiller national socialiste jurassien, Jean-Claude Rennwald, vient de présenter une excellente analyse de la situation actuelle dans laquelle se trouve le parti socialiste. Elle peut être consultée sous l'adresse Internet suivante: www.rennwald.ch.

Un chapitre spécifique y est destiné aux mesures de réorganisation du parti. Voici un extrait de son texte :

1. «Renforcer la capacité militante du PS par la création d'une force d'intervention (Task Force) nationale avec des relais dans chaque canton. (...).
2. Améliorer la politique de communication du PS par la création d'un véritable hebdomadaire, publié dans toutes les langues nationales et réalisé par des professionnelles, (...).
3. Renforcer la capacité financière du PS, notamment par un doublement des contributions versées par ses élus aux niveaux communal, cantonal et fédéral. (...).
4. Renforcer la coopération avec les syndicats ainsi qu'avec l'ensemble des mouvements sociaux et associatifs: mouvement altermondialiste, mouvement féministe, mouvement écologique, tiersmondiste, (...).

Ces propositions sont essentielles, car si le PSS quitte le Conseil fédéral, les problèmes se poseront moins sur le fond que sur sa capacité à gérer une politique oppositionnelle.»

Réd.

Philipp Müller

DOSSIER : LE PARTI SOCIALISTE : UN PARTI D'OPPOSITION

Le PS et l'opposition: Quels projets? Quelles alliances?

Dans l'éventualité d'un retrait du Conseil fédéral, certains socialistes craignent une perte d'influence sur les décisions de la Confédération et des attaques encore plus violentes contre l'Etat social. Or, la participation au Conseil fédéral ne constitue plus - et n'a d'ailleurs jamais constitué - notre principal rempart contre les attaques de la droite, ni le meilleur instrument de faire passer nos idées. Si le principal moyen d'influence du PSS sur la politique suisse se réduisait à ses conseillers fédéraux, alors le parti serait en bien mauvais état. Le PSS possède d'autres moyens d'action pour faire avancer ses propositions: recours accru à la démocratie directe, mobilisation des militant-e-s, meilleure collaboration avec les autres forces de gauche. C'est sur cette base là, et non pas

par sa présence au Conseil fédéral, que le PSS pourra imposer ses projets.

Le durcissement de la droite en octobre et son renforcement au sein du Conseil fédéral le 10 décembre impose la constitution d'un véritable front des gauches. Si le Congrès du PSS opte pour une claire politique d'opposition le 6 mars prochain, les choses n'en seront que facilitées. La gauche devra alors gommer ses divisions et impérativement s'entendre sur un projet commun. Mais comment unir des mouvements habitués à cultiver leurs spécificités? Quel projet commun pourrait voir le jour si le PS intensifie sa politique d'opposition? Pour répondre à ces questions, Pages de gauche donne la parole à un représentant des Verts, une représentante du POP, ainsi qu'à un syndicaliste du SIB.



Lettre à nos cousines et cousins du PS

Par Ueli Leuenberger,
conseiller national,
vice-président des Verts, Genève.

Chères cousines, chers cousins,

Vous demandez au vice-président des Verts, de s'exprimer sur la participation du PS au Conseil fédéral, sur une éventuelle opposition du PS et l'avenir de la gauche plurielle. Tout cela en 2500 signes au maximum, somme tout sur moins de place que la fameuse feuille A4 que Blocher demande maintenant aux fonctionnaires de son département.

Soyons clairs, ce n'est pas à moi, ce n'est pas aux Verts de vous donner des conseils. C'est à vous de vous déterminer. Avant le 10 décembre dernier au moins, vous avez démontré que les échanges avec nous, sur l'avenir n'avaient pas beaucoup d'import-

tance. La proposition des Verts de discuter sérieusement d'une autre composition du Conseil fédéral pour empêcher l'arrivée du chantre de la droite nationale qui prône depuis des lustres la haine, l'exclusion, la stigmatisation et qui ridiculise les institutions n'a malheureusement pas trouvé beaucoup d'échos dans vos rangs. La verte Ruth Genner à la place du milliardaire xénophobe ou de son collègue de parti, Samuel Schmid, n'a jamais pu susciter votre intérêt et ne vous a même pas incité à mener de véritables discussions avec vos cousins verts.

Rester ou ne pas rester au Conseil fédéral, est finalement une question de conscience pour vous toutes et tous. Une question à laquelle vos électeurs et électrices ont droit à une réponse. De savoir jusqu'où la politique du Conseil

fédéral, les décisions qu'il a prise et qu'il va prendre, peuvent être assumées par les deux socialistes au gouvernement, le groupe parlementaire et votre parti tout entier, vous appartient.

Plutôt que de conseils, j'ai des souhaits à formuler. Celui de nous traiter à l'avenir comme un véritable partenaire et non comme «quantité négligeable». Comme un partenaire avec lequel on échange des informations, discute des analyses, élabore des projets et des stratégies communes. L'électorat de la gauche plurielle, a de la peine à comprendre que le PS participe régulièrement à des discussions avec le PDC, le parti radical et l'UDC (partis gouvernementaux évidemment, allez-vous me rétorquer, je le sais) et qu'aucune discussion sérieuse organisée entre socialiste et Verts n'aient lieu ?

Chers cousines et chers cousins roses, rencontrez vos adversaires politiques au «Café des Amis» ou ailleurs, peu importe... quant à nous, nous sommes prêts à discuter entre partenaires qui ont des préoccupations communes. Ensemble nous avons l'importante tâche d'organiser avec d'autres forces et mouvements, la résistance contre la politique actuelle désastreuse de la majorité du parlement et du gouvernement. Ensemble, nous devons participer à la mobilisation de la population pour la défense des droits sociaux dans une société respectueuse de l'environnement. Cela peut et doit être notre axe de lutte commun.

Cordialement,
Ueli Leuenberger

DOSSIER : LE PARTI SOCIALISTE : UN PARTI D'OPPOSITION

Le pari rassembleur d'une gauche qui incarne l'opposition

Par *Marianne Huguenin, conseillère nationale POP, Renens VD.*

Nous sommes un des seuls pays au monde à être gouverné selon un modèle de cohabitation entre la droite et la gauche ; les partis «s'élisent parmi» pour accéder au Conseil fédéral et la minorité ne peut conserver ses sièges qu'en donnant des gages. Cette cohabitation brouille les cartes et pèse d'un poids énorme sur toute la gauche. Des personnes issues du milieu populaire amalgament ainsi la gauche avec le gouvernement, croient que l'UDC est dans l'opposition. La désaffection de l'électorat populaire envers le PS témoigne de cette situation. Et ce ne sont pas les déclarations stupéfiantes de Christiane Brunner qui vont améliorer les choses: «Je sais pertinemment comment augmenter notre score chez eux. Il me suffirait d'embou-

cher une trompette xénophobe. A ce prix-là, non merci» (24Heures, 16.1.04). Ce n'est pas une trompette xénophobe que la gauche doit emboucher. C'est celle de la défense claire et forte des intérêts des plus démunis, de ceux qui sont en première ligne des effets de la politique néolibérale qui casse le service public et l'emploi, qui impose la concurrence et le profit. C'est aussi celle de la proximité, du lien entre les élus et la population, de la démocratie participative.

PAS DE TEMPS À PERDRE

Le PS ne peut se contenter de réfléchir à un retrait dans un an ou deux. Le brouillage de la politique incarnée par les conseillers fédéraux date d'avant l'ère Blocher-Merz. Ruth Dreifuss s'est trouvée associée à l'évolution catastrophique de la LAMAL et à l'élévation de l'âge de la retraite des femmes; Moritz Leuenberger au

démantèlement des services publics. Et Micheline Calmy-Rey ne pourra incarner cette opposition dans le domaine social, condamnée à préserver sa marge de manœuvre au niveau international.

PESÉE D'INTÉRÊTS

En Suisse, la gauche est imprégnée de ce système de cohabitation. La peur de changer, de perdre (des positions dans la fonction publique p.ex.) existe. Elle est à mettre en parallèle avec l'incertitude de ce que l'on peut gagner, comme dans tout choix ou séparation...

LE PARI D'UNE GAUCHE UNIE

Le pari à faire : celui de regagner la confiance des milieux populaires, de recréer un mouvement populaire combatif, qui puisse se battre sur le terrain social, qui puisse retrouver une hégémonie dans l'opposition, en

lien avec les mouvements de défense des droits humains, de l'environnement et de l'asile. Ce pari, c'est que toute la gauche ne peut qu'être «boostée» par une entrée résolue du PS dans l'opposition. Et si, paraphrasant Marx, nous disions: la gauche n'a que ses strapontins à perdre, elle a un monde à gagner ?

P.S. (SANS JEU DE MOT):

L'extrême-gauche n'a pas à se poser ici en «donneuse de leçons», et n'échappe pas à la réflexion et à l'auto-critique. A elle de fédérer ses courants divers et souvent rivaux, à elle de matérialiser sur le plan politique ses richesses militantes. A elle de jouer son rôle dans la partition. Ma participation à cette réflexion se veut débat et non confrontation, cela témoigne de l'importance des décisions prises par le PS pour l'ensemble de la gauche de ce pays.

Politique de concordance ou politique d'opposition?

Par *Bernard Jeandet, secrétaire central Syndicat industrie et bâtiment (SIB), membre du comité central du SIB.*

30'000 personnes dans la rue à Berne pour défendre en septembre 2004 notre AVS. 80'000 signatures récoltées en deux jours contre la 11^{ème} révision de cette même AVS. Voici venue la fin de la politique de concordance.

SE MOBILISER CONTRE LA DROITE

Ayant bâti son programme sur une affirmation virulente de l'individualisme et de l'égoïsme, la droite promet aux possesseurs du capital de s'attaquer à

l'Etat fiscal, de couper dans le domaine social, de supprimer les subventions aux plus faibles, de marginaliser les étrangers et les invalides sans se soucier des équilibres sociaux. Et cette droite extrême est devenue présentable même pour des personnes dont les moyens d'existence et le mode de vie justifieraient qu'ils épousent plutôt nos idées ou partagent notre sensibilité de gauche. En d'autres termes, une partie des gens dont nous représentons les intérêts syndicaux et politiques donnent leur voix à un milliardaire sans scrupules. Voilà qui devrait nous interroger.

Face à cette évolution et face à l'éloignement d'une partie des

couches populaires de la gauche, nos possibilités de regagner du poids sont directement liées à notre capacité de mobiliser et d'exercer un véritable contre-pouvoir. Nous gagnerons sur le terrain qui est le nôtre – le terrain syndical –, dans les entreprises et les branches professionnelles. Mais également au sein d'un large mouvement social, dans la vie quotidienne et dans la rue en manifestant. Enfin dans la politique avec nos armes que sont les initiatives et les referendum. Voilà les véritables défis.

LE PARTI SOCIALISTE FACE À SES RESPONSABILITÉS

Dans ce contexte, la question de la participation du

Parti socialiste au Conseil Fédéral n'est pas primordiale. Il sera toujours temps de se retirer si l'on s'aperçoit dans la pratique que l'on nous utilise comme alibi pour mieux faire passer une politique de droite sans concession. Mais j'espère que le congrès PS du mois de mars utilisera également cette occasion pour décider de quelques orientations de fonds indispensables. Tout d'abord, il convient de passer des combats défensifs à des luttes offensives. Ensuite, il faut reconquérir la confiance des couches défavorisées de la population, notamment en remettant au centre toutes les questions sociales. Enfin, il est central de parler clair et vrai et de lier concrètement nos exigences à des propositions politiques visant une démocratisation économique et sociale de la Suisse. Camarades, c'est possible. Il suffit de le vouloir et de s'en donner les moyens.

Des joyusetés de l'évaluation des fonctionnaires fédéraux

Rappelez-vous, il y a quelques temps, le peuple suisse a voté pour un nouveau statut des employés de la Confédération. Pour mesurer la qualité du travail fourni, on a mis en place un système d'évaluation.

Principe de ces évaluations: l'entretien de développement personnel, plus connu dans son abréviation allemande PEG. Le responsable et son subordonné ont un entretien annuel dans lequel ils devisent sur les aspects du travail du subordonné. On fait le tour des différentes questions et hop, à la fin, il y a une évaluation, sous forme de note. L'employé n'est pas obligé de signer, mais s'il ne le fait pas, il y aura un manque de loyauté, et la note... Il y a 5 notes possible qui vont de A++ (excellent, on pourrait prétendre à une augmentation de salaire de 6%, mais comme «il n'y a pas d'argent», il faudra se contenter d'une augmentation du coût de la vie) à C (c'est l'horreur, la personne pourrait être licenciée dans les deux ans). Comme on le voit, c'est un système intéressant. Dans certains cantons on supprime les notes, à la Confédération on en met là où il n'y en avait pas.

Bref ce système de notification est une idiotie, mais il existe et il faut vivre avec. Cependant, les résultats de ces évaluations sont remarquables d'un point de vue sociologique. Nous avons pris l'exemple d'un Office que nous ne nommerons pas. A notre connaissance, il joue honnêtement le jeu de la transparence. Précisons que ces résultats n'ont pas été inventés pour les besoins de cet article.

LES RÉSULTATS À LA LORGNETTE DE LA STATISTIQUE

Première surprise, il n'y a pas de notes B et C. Il n'y a donc pas de mauvais travailleurs à la Confédération! Et ce, malgré les allégations des hommes politiques de droite... En fait, l'explication est ailleurs. Si des gens ne donnent pas satisfaction, le système est ainsi fait que l'on est poussé vers la porte assez rapidement. Jusqu'au début des années 1990, le harcèlement moral était un système de

gestion à la Confédération. Et maintenant, avec un risque de plainte, le système est plus doux: on «persuade» la personne qu'il faut partir. Autre explication: la culture d'entreprise fédérale n'est pas une culture de conflit. Une note B ou C est un signe de *casus belli*. Et là, les choses pourraient s'envenimer.

Deuxièmement, la différence entre homme et femme est très marquée. Devinez qui note qui? Mais risquons tout de même une hypothèse. Les femmes ne noteraient pas moins bien les hommes. Il reste à vérifier cette hypothèse par des chiffres.

Enfin, et voilà la grande explication (voir le graphique): Plus on monte dans la hiérarchie, meilleures sont les notes. Certes, les chefs dans la Confédération sont des travailleurs hors pair. Certes, ils bossent dur pour satisfaire le citoyen (traduire le client). Certes, ils sont forcément plus intelligents que leurs subordonnés puisqu'ils sont chefs. En fait, les petits employés ont-ils un cerveau? Vaste question à laquelle nos chers chefs ont déjà partiellement répondu. En fait, là encore, les explications sont ailleurs. Il y a une vraie solidarité de classe. Le chef qui juge un autre chef moins bien placé hiérarchiquement a souvent engagé ce dernier. Il se déjugerait s'il notait mal son subordonné.

Autre effet collatéral: comme il y a beaucoup de femmes parmi le personnel de secrétariat (donc hiérarchiquement mal placé), il est presque «normal» de voir leur travail sous-évalué. Mais c'est le cas de toutes les personnes au bas de l'échelle.

BILAN DE L'ÉVALUATION...

L'Office fédéral du personnel (OFPER pour les intimes), s'est penché sur ces évaluations en mandatant une entreprise privée

pour le faire. Les employés de la Confédération sont-ils trop peu intelligents pour le faire? Bien sûr que non. Mais en mandatant une entreprise, on «objective» les résultats puisque c'est une société indépendante du mandataire qui réalise l'étude.

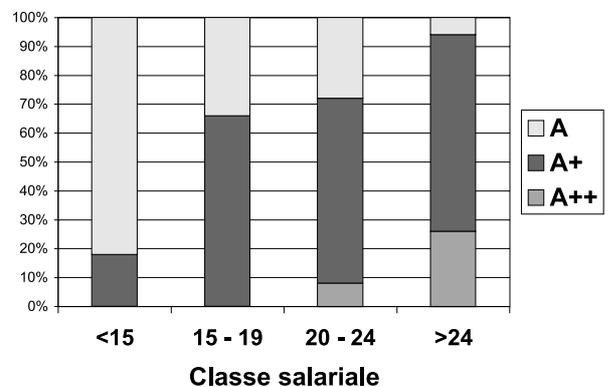
Les résultats? Tout va bien selon l'OFPER! Mais le nouveau système salarial n'est pas encore totalement accepté. En fait, l'interprétation des résultats de cette étude est un des plus grands modèles de supercherie jamais réalisée. Un exemple. Grosso modo l'acceptation du système a été quantifiée. Quelque 45% des

répondants jugent le système plutôt défavorable à l'employé, voire franchement défavorable, tandis que 48% (je cite de mémoire) y sont plutôt favorables voire très favorables. Interprétation: les employés jugent le système de manière positive, mais il y a quelques problèmes. Les exemples de ce type pullulent.

Bref, ce système du salaire au mérite est une idiotie crasse. Il faut tout simplement le jeter aux orties à vitesse grand V. Car dans la Confédération, comme ailleurs, on ne travaille pas tout seul, mais presque toujours en équipe. Essayer de juger individuellement un collaborateur, c'est comme juger de la créativité de son ordinateur... Mission impossible!

François Amstutz

ÉVALUATION SELON LA CLASSE SALARIALE



RADICAUX ET LIBÉRAUX...



8 mars 2004, journée de mobilisation

Cette année, le 8 mars prend une signification particulièrement symbolique en Suisse en raison du 10 décembre 2003 où l'on a assisté à la victoire du néo-libéralisme, décliné sous sa forme la plus patriarcale et conservatrice. Il nous faudra désormais résister aux attaques de la droite contre l'Etat social et l'égalité entre hommes et femmes: par exemple, la 11^{ème} révision de l'AVS ou le référendum contre l'assurance maternité.

11^{ème} RÉVISION DE L'AVS : TRAVAILLER PLUS LONGTEMPS POUR DES RENTES RÉDUITES

La remise en question d'un système de retraite déjà insatisfaisant est la conséquence d'une politique néolibérale visant à démanteler les quelques acquis sociaux en Suisse. Sous prétexte d'égalité, la droite veut augmenter l'âge de la retraite des femmes à 65 ans en l'alignant sur celle des hommes au lieu de faire l'inverse. Mais les femmes ne sont pas les seules concernées, la 11^{ème} révision de l'AVS n'est qu'un pas de plus vers la retraite à 67 ans pour tout le

monde! De plus, les rentes des veuves sans enfants se verraient diminuées de 60 à 80 %.

ASSURANCE MATERNITÉ : AVOIR DES ENFANTS SANS RISQUE DE PERDRE SON EMPLOI

Le référendum contre le projet de congé maternité payé a abouti. Il est vrai qu'il s'agit d'un projet minimaliste qui prévoit seulement 14 semaines de congés payés à 80 % du dernier salaire. Pourtant, il nous faut défendre l'introduction d'une assurance maternité qui comblerait une grave lacune dans notre système de sécurité sociale pour lequel le l'on se bat depuis 58 ans. Aujourd'hui, une majorité des femmes travaillent et il est inacceptable qu'elles ne puissent concilier vie de famille et vie professionnelle, dans le seul pays européen qui ne leur en donne la possibilité. La droite dure de notre pays voudrait-elle nous renvoyer aux casseroles ?

2^{ème} PILIER : 50 % DES FEMMES NE SONT PAS ASSURÉES

La problématique du 2^{ème}

pilier n'est pas non-plus un thème à oublier. La prévoyance professionnelle est obligatoire uniquement pour les personnes gagnant plus de 25'000 francs par année. Seulement, beaucoup de femmes (54,9% en 2002) travaillent à temps partiel et n'ont pas un salaire assez élevé pour être soumis à la LPP. Les conséquences semblent claires.

Alors que l'égalité ne reste qu'un principe formel sans concrétisation dans les faits, il semble bien que les rares acquis sociaux soient aujourd'hui contestés. La journée des femmes le 8 mars sera l'occasion d'exprimer une colère justifiée.

Line Rouyet et Rebecca Ruiz

LES ORIGINES DU 8 MARS

Contrairement à une idée répandue, la Journée Internationale des Femmes ne fut pas établie en souvenir d'une grève importante des ouvrières américaines au début du XX^e siècle mais lors de la Deuxième Conférence Internationale des femmes socialistes à Copenhague en 1910, suite à une résolution présentée par Clara Zetkin. La décision prévoyait que cette journée poursuivrait l'objectif de promouvoir la lutte en faveur du suffrage féminin.

A partir de 1911, des pays européens s'allièrent à la célébration de la journée des femmes et ce fut en 1914 qu'elle fut célébrée une première fois un 8 mars, en Allemagne.

C'est en 1917 que la journée est devenue un jalon révolutionnaire : une grève de femmes qui réclamaient du pain éclata à St-Petersbourg alors que les comités bolcheviks n'avaient prévu que des réunions dans les usines à l'occasion de la Journée des Femmes. La Révolution de Février ne faisait que de commencer.

Un autre monde est possible!

Par Liliane Maury Pasquier, conseillère nationale, Genève.

Le Forum Social Mondial (FSM) de Mumbai/Bombay vient de se terminer. Quatrième du nom mais premier du genre à se dérouler ailleurs qu'à Porto Alegre, il a été, de mon point de vue, un succès aussi bien local et régional que mondial. Pourquoi ?

Du point de vue indien d'abord, il faut relever que le FSM a permis à un très grand nombre d'ONG locales de se rencontrer pour la première fois, de commencer une mise en réseau d'autant plus nécessaire dans un pays de plus d'un milliard d'habitant-e-s et aux 15 langues officielles.

Le FSM a aussi offert la possibilité de mettre en évidence et de renforcer les mouvements des

trois catégories les plus défavorisées de ce pays: les Dalits (hors castes appelés aussi «intouchables») et les Adivasis qui constituent à eux seuls la toute grande partie des personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté (soit environ 30% de la population) d'une part, les femmes d'autre part.

D'un point de vue régional ensuite, le FSM a permis le rapprochement des mouvements sociaux pakistanais et indien; c'est un élément très important dans le contexte de tension permanente entre ces deux Etats belliqueux qui possèdent l'arme nucléaire et revendiquent chacun farouchement leur souveraineté sur le Cachemire. Là aussi, on peut penser que ces premiers contacts permettront une action concertée de poids si les relations entre les deux pays

devaient se tendre encore plus.

D'un point de vue mondial enfin, le FSM de Mumbai constitue un succès puisque l'expérience a montré qu'il était possible de le délocaliser sans l'appauvrir. Au contraire, ce changement de continent a même permis d'intégrer beaucoup mieux les mouvements sociaux du continent asiatique.

De plus, comme l'ont relevé de nombreuses personnes ayant participé aux éditions précédentes, ce quatrième forum était beaucoup plus populaire, moins intellectuel, peut-être, et plus ancré dans une population que dans les élites.

Reste que d'autres questions sont aussi ouvertes sur la nécessité de transformer le forum en lieu d'actions et plus seulement de discussions. Mais comment le

faire en évitant à la fois l'effet mortifère qu'un recentrage sur quelques problématiques fortes pourrait avoir sur la richesse des questions posées et des mouvements qui les portent et une récupération par l'un ou l'autre parti politique qui signifierait la fin de cette belle aventure?

N'est-ce pas plutôt aux participant-e-s de ces forums, de retour chez eux, de faire entendre et intégrer les idées force qui ont été débattues au forum?

N'est-ce pas plutôt aux partis politiques locaux d'être suffisamment à l'écoute pour intégrer dans leurs actions et leurs revendications les échos de la société civile que les forums sociaux leur offrent?

Quoi qu'il en soit, un autre monde est possible et même, mieux, plusieurs autres mondes sont possibles et je me réjouis de voir à l'avenir – en attendant le FSM 2005! – nos engagements, nos coups de pied dans la fourmilière, nos actions concrètes pour les faire naître.

Fonction publique vaudoise: un combat en ordre dispersé

Non-indexation des salaires, des centaines de postes non-remplis, tel est le menu indigeste du budget 2004 du canton de Vaud pour la fonction publique. Menu qui sera resservi les années suivantes. En face, la gauche et les syndicats restent impuissants et divisés.

Le budget 2004 de l'Etat de Vaud, finalement accepté à deux voix près, consacre la non-indexation au renchérissement des salaires des employé-e-s de l'Etat, pour une économie de 1,5 millions sur la masse salariale, ainsi que le renoncement à pourvoir une centaine de postes vacants par année.

AU PARLEMENT: RECHERCHE DU COMPROMIS

Le groupe socialiste n'a pas voté ce budget. Il avait proposé plusieurs amendements, dont un sur cette fameuse suppression de l'indexation. Selon le projet du Conseil d'Etat, cette mesure sera non-seulement appliquée en 2004, mais est également prévue pour les budgets des années suivantes. Le

groupe socialiste, cherchant à réunir une majorité par le consensus, s'est déclaré en faveur d'un effort de la part de la fonction publique, pour autant que cet effort ne soit pas pérennisé. Il a donc proposé, en lieu et place de la suppression pure et simple de l'indexation, une contribution de solidarité, ponctuelle et progressive, qui épargne les bas salaires. L'ensemble des amendements proposés par les socialistes a été rejeté par la majorité de droite du Grand Conseil, encouragée par la désorganisation et la faible mobilisation syndicale. La droite a ainsi pu clairement montrer à cette occasion, sans danger aucun, son arrogance et son mépris pour toute autre solution d'assainissement des

finances cantonales à même de préserver la cohésion sociale.

DANS LA RUE: DIVISION SYNDICALE

La première manifestation contre ces coupes, le 27 novembre à Lausanne, qui a réuni plus de 10'000 personnes sous l'égide des trois syndicats FSF, SSP et SUD, n'a pas ému le moins du monde le Conseil d'Etat, qui est resté sur ces positions. Et la suite du mouvement syndical a été autrement plus chaotique. La Fédération des sociétés de fonctionnaires (FSF) et SUD préconisaient le dialogue et appelaient, pour la seconde journée de protestation du 9 décembre, le personnel de l'Etat à un «pique-nique» le

midi et un grand rassemblement en fin de journée, devant le siège du Grand Conseil, pour dialoguer avec les député-e-s et les conseiller-e-r-s d'Etat. Le syndicat SSP, quant à lui, s'appuyait sur la décision de l'assemblée du personnel du 3 décembre, à laquelle les 2 autres syndicats avaient refusé de s'associer, et maintenait son choix de manifester dans les rues de la capitale vaudoise. Résultat: ni la stratégie de la FSF et SUD, ni celle du SSP n'ont réussi à mobiliser les foules. La journée du 9 décembre a été un flop total, et n'aura servi qu'à conforter les élus de la droite dans leur volonté de démantèlement de la fonction publique

Christian Vullioud

Le territoire en friche de l'UDC vaudoise

La droite vaudoise profite d'une élection complémentaire au Conseil d'Etat pour réorganiser l'administration à sa façon

Suite à l'élection de François Marthaler des Verts au Conseil d'Etat vaudois en remplacement de Philippe Biéler démissionnaire, la majorité de droite du Conseil d'Etat s'est livrée à une manœuvre de neutralisation administrative. Lors de la répartition des départements entre les sept conseillers, chacun est resté à sa place et François Marthaler a repris le Département des infrastructures (DINF) laissé par son prédécesseur, écologiste lui aussi. Mais le DINF a été amputé du Service de l'aménagement du territoire (SAT) qui passe dans le Département de la Sécurité et de l'environnement dirigé par l'agriculteur Jean-Claude Mermoud. Le SAT se voit ainsi séparé des Ser-

vices des bâtiments et de celui des améliorations foncières. Ajoutons que parmi les dossiers importants que traite le SAT actuellement il y a l'élaboration du Plan directeur cantonal.

L'aménagement du territoire est depuis longtemps dans le colimateur de la majorité bourgeoise du Grand Conseil. En mars 2002, la commission de gestion avait mandaté le Contrôle cantonal des finances pour investiguer dans ce service soupçonné d'avoir des effectifs trop importants et d'avoir des délais de réponse trop longs lors de demandes d'autorisations. Or le Contrôle financier a complètement blanchi le SAT: «des conceptions divergentes de l'aménagement du territoire s'affron-

tent dans ce dossier: les communes veulent conserver la plus grande marge de manœuvre possible, car elles estiment savoir mieux que quiconque ce qui est bon pour leur développement, tandis que le SAT souhaite que des règles claires soient fixées pour éviter des abus».

Quiconque a fait un peu de vélo ou de marche dans ce beau canton sait ce que "marge de manœuvre communale" veut dire: spéculation entre petits copains et destruction des sites! Monsieur Mermoud n'est pas connu pour être un gros travailleur sur ses dossiers, on ne peut donc pas le soupçonner de vouloir travailler plus, mais il est très attaché à l'indépendance communale. Beaucoup plus qu'au SAT. D'ailleurs, alors que le

Service est dans son département depuis le début de l'année, il ne s'est même pas donné la peine d'aller saluer ses nouveaux collaborateurs. Ce changement semble n'avoir qu'un seul but: neutraliser un service qui gêne les réseaux agrariens par sa seule volonté d'appliquer la loi et d'enlever à François Marthaler des moyens de mener une politique tournée vers le développement durable et le dossier important du Plan directeur cantonal.

Les deux conseillers d'Etat socialistes sont restés étrangement passifs face à ce coup de force de la droite... Mais il faudra que le PS et les Verts restent attentifs à cette affaire qui semble relever d'une stratégie que l'on pourrait vite voir se reproduire au niveau fédéral.

Philippe Mivelaz

La mise à sac du système de retraites allemand ne fait que commencer

Décembre 2002, des rumeurs faisaient état d'un manque de liquidités de la Commerzbank, quatrième banque allemande. Un an plus tard, les bénéficiaires annoncés pour 2004 atteignent des sommets. Le truc? Tailler dans les retraites de ses employés...

Tout débute courant 2000 lorsque le chancelier social-démocrate G. Schroeder décide de «moderniser» le système des retraites, soit le passage progressif à un régime individualisé de capitalisation des retraites et l'introduction des fonds de pension. A la barre de ces contre-réformes: une ancienne huile syndicale d'IG Metall, W. Reister, devenu Ministre du travail et des affaires sociales du gouvernement Schroeder. Son projet: abaisser la couverture publique en matière de prévoyance sociale tout en encourageant l'épargne salariale. Et encouragement il y a eu, puisque la loi – votée en mai 2001, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2002 – oblige l'Etat allemand à

verser près de 500 francs suisses par an pour un couple, 300 par enfant à charge, si au moins 4 % du salaire brut du foyer sont consacrés aux retraites. Le monde politique applaudit, les syndicats jubilent, à l'image d'IG Metall qui ne trouve rien de mieux à faire que de s'associer à la fédération patronale Gesamtmetall pour créer un fonds de pension propre. Mission accomplie pour W. Reister, parti en retraite politique au Bundestag courant 2002.

ALORS ÇA VRAIMENT, ON NE L'AVAIT PAS VU VENIR

Le retrait progressif de l'Etat dans les rentes des employés devenait à terme un blanc-seing à usage des entre-

prises allemandes pour se dégager de la prévoyance sociale, la nouvelle loi restant peu contraignante en la matière. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'affaire Commerzbank, cette banque contribuant à hauteur de 13% du salaire de ses 26'000 employé-e-s à leur plan d'épargne retraite. Avertis par lettre fin 2003, ces dernière-s ont appris qu'à l'avenir leur établissement ne contribuerait plus à leurs retraites dès 2005, mais aussi que celui-ci allait réaliser des économies d'un montant annuel, exprimés en millions et de deux chiffres... Au bilan donc, des chiffres noirs, surtout pour les actionnaires de la Commerzbank.

En revanche, ce que ne disait pas la missive de décembre,

c'est que le conseil d'administration de Commerzbank avait créé un fonds garantissant à 160 des plus hauts cadres de la banque un plan de prévoyance professionnelle d'un montant exorbitant, même en cas d'insolvabilité de cette dernière (*Financial Times Deutschland*, 06.01.2004). Dans ces conditions, et après une série d'annonces similaires dans deux autres firmes, Gerling et Schering, il devenait urgent pour le landerneau politique et syndical allemand de crier au scandale et surtout, de vite oublier qui avait voté les «conditions cadres» de telles pratiques en mai 2001. Ce fut chose faite.

Yves Steiner

Régionales en France: pour qui roule l'extrême-gauche?

L'annonce a passé presque inaperçue dans nos contrées et pourtant elle est de taille. En novembre 2003, les directions des deux principaux partis de l'extrême-gauche française – Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et Lutte ouvrière (LO) – communiquaient leur stratégie en vue des élections régionales de mars 2004 : en cas de deuxième tour, leurs candidats ne se retireraient pas en faveur du candidat le mieux placé de la «gauche plurielle».

MISÉRABILISME ÉLECTORAL

«Droite et gauche, même combat». C'est en substance ce que pensent «Arlette et le postier» (*dixit* Alain Krivine). Comme si les contre-réformes de

la sécurité sociale et la remise en question des 35 heures en cours sous le gouvernement Raffarin étaient inscrites au programme de la gauche plurielle; comme si son électorat populaire allait massivement voter LCR-LO du jour au lendemain provoquant tel un événement naturel la disparition des partis socialiste et communiste et comme si l'effondrement du score de l'extrême-gauche et de la gauche plurielle – entre la présidentielle d'avril et les législatives de juin 2002 n'avait été qu'un accident de parcours.

Dans les faits, cette stratégie n'aura qu'un seul résultat: favoriser la droite voire l'extrême-droite lepéniste en transformant les triangulaires en quadrangulaires ou en affaiblissant

le candidat de la gauche plurielle face au candidat unique de la droite. Voilà tout. Aveuglement idéologique ou haine ouverte de la social-démocratie ? Difficile de savoir. Une chose semble cependant acquise: en refusant le «front unique» à gauche lors d'un second tour, la LCR fait ainsi ouvertement le jeu de la droite – pour la première fois de son histoire dont l'origine remonte à la fin des années 1960.

L'INCONTOURNABLE «FRONT UNIQUE»

Cette situation n'est pas sans rappeler l'attitude d'une partie de l'extrême-gauche genevoise lors de l'élection à un tour au Conseil des Etats en octobre 2003. «Brunner – Saudan – Eggly, même

combat» semblait alors être le mot d'ordre. Pourtant, une année auparavant le Parti socialiste suisse et sa présidente venaient de remporter avec l'appui important de la même extrême-gauche une victoire éclatante contre la Loi sur le marché de l'électricité en votation populaire.

Face au durcissement du climat politique et social, le camp de la gauche ne peut se payer le luxe de combats fratricides stériles. Face à une droite musclée, seule une démarche collective, non seulement consciente des divergences mais également de la nécessité de la collaboration entre les différentes composantes de la gauche, peut avoir de l'avenir.

Philipp Müller

La peinture des huiles

A quoi bon être milliardaire si c'est pour se payer des croûtes? Christoph Blocher est un des principaux – sinon le principal – collectionneurs des toiles d'Albert Anker. Cela suffit à faire monter la cote de ce peintre qui naquit à Anet en 1831 et mourut dans le même village bernois en 1910. Nous ne nous intéresserions pas à tout ça si les murs de nos villes n'étaient pas placardés d'affiches annonçant la rétrospective que lui consacre la Fondation Gianadda à Martigny. Il a été répété à l'envi que l'agriculteur a prêté de nombreuses toiles. Au-delà de la valeur artistique des tableaux d'Anker qui nous intéressent relativement peu ici, il faut analyser la signification politique et idéologique de l'événement.

La Fondation Gianadda est un lieu parfaitement inadapté à la contemplation de la peinture et de toute autre forme d'art. On y mélange sans complexe et avec un mauvais goût très sûr, de vieux cailloux prétendument romains, des voitures presque aussi anciennes, un bar façon carnotzet et une boutique à catalogues et posters. Pourtant année après année, elle offre au public des expositions sur le mode de la rétrospective, avec quelques pré-

tentions pédagogiques et un succès certain. Que veut-on donc nous dire à travers cette exposition de tableaux d'Anker? Pourquoi la consécration de ce peintre de second plan – rappelons qu'il est presque contemporain d'Edouard Manet (1832-1883) – au moment même où son collectionneur accède aux plus hautes fonctions politiques suisses?

Anker est un peintre conventionnel – notion à ne pas confondre avec traditionnel. Entendez par là que sa peinture ne questionne en rien la forme artistique même qu'est la peinture, pas plus qu'elle ne questionne ce qu'elle représente le plus souvent: le monde paysan. Anker représente des paysans pour le public des salons parisiens où il fait carrière avec succès. Au même moment, Manet expose au Salon des refusés. La peinture d'Anker est l'illustration de l'ordre bourgeois et, pas plus qu'il ne remet en question les codes de la représentation, il ne remet en cause la stratification des classes. Le paysan est heureux de sa modeste condition qui le met à l'abri du vice. De même, le peintre n'a pas à chercher d'autres voies pour la peinture. C'est en cela qu'Anker appartient à la convention et non pas à la tradition,

qui est susceptible d'évoluer. De nombreuses formes d'art populaire sont là pour le prouver.

L'exposition d'Anker a donc, dans le contexte politique actuel, une fonction propagandiste, celle de représenter l'ordre social prôné par Christoph Blocher et cela même si ce dernier aime sincèrement Anker, ce dont nous pouvons être convaincus. Cette rétrospective révèle indirectement à quel point

l'idéologie blochéenne, en prétendant être l'expression profonde du peuple suisse avec ses références constantes à une imagerie paysanne, est aussi le déni du droit de ce peuple de s'émanciper.

Nous avons heureusement bien d'autres raisons d'aller en Valais que de visiter la Fondation Gianadda.

Philippe Mivelaz

2004, ANNÉE ÉLECTORALE AUX USA



EN BREF

Arnaque à Davos

Le président égyptien Hosni Moubarak a renoncé à participer au dernier Forum économique de Davos. Motif : on lui réclamait 80'000 francs pour la location pendant deux heures d'une villa pour y rencontrer ses hôtes. Il a estimé sans doute que l'on voulait l'escroquer. Les grands de ce monde sont impitoyables. Même entre eux... (D'après une dépêche afp)

EN BREF

Charité bien ordonnée commence par soi-même

Le Parti du peuple suisse – le *Schweizerisches Volkspartei*, l'UDC de ce côté-ci de la Sarine – aime les leçons de démocratie. Preuve en est le récent ulcère de Toni Brunner, président de la section saint galloise du parti agrarien, qui, désavoué par son congrès lors de l'élection des candidats UDC au Conseil d'Etat, a menacé de démissionner. Une façon comme une autre, nous dit-on, de respecter le choix d'une assemblée souveraine. Reste que ni une ni deux, Ueli Maurer, président de l'UDC, a décidé lui aussi d'en appeler à la démocratie: d'abord en traitant son ami Toni de «veau» (*St-Galler Tagblatt*, 13.11.2004), ensuite en commandant au président Brunner de rester à sa place. YS

Ils l'ont dit...

Ruth Metzler touchera une rente à vie de 200'000 francs. Une juste récompense pour une magistrate qui a traqué les abus avec un zèle impitoyable. Mme Metzler a notamment supprimé l'aide sociale pour les requérants d'asile frappés d'une décision de non-entrée en matière.

L'ancien chef de l'Etat khmer rouge, Khieu Samphan, trouve «difficile de croire ce que les gens [lui] disaient sur ce qui s'est passé sous les Khmers rouges». Aujourd'hui, il pense cependant «très clairement qu'il y a eu un génocide». Ce ne sont pas les 2 millions de personnes

mortes entre 1975 et 1979 qui le contrediront.

Le chef de file du Parti radical serbe, Tomislav Nikolic, n'est pas contre la normalisation des relations avec la Croatie, pour autant que cette dernière reconnaisse les «frontières naturelles» de la Serbie, en rétrocédant plus de 50% de son territoire. La normalisation des relations avec la Croatie s'annonce plutôt bien.

On laisse le mot de la fin à Matthias Zehnder, dans l'Agefi: «grâce à l'UMTS, les services réservés aux adultes gonfleraient intelligemment les bourses des opérateurs».

Alexandre Mariéthoz

Clara Zetkin

«Le travail des femmes a toujours été moins bien payé que le travail masculin. Le salaire de l'homme était à l'origine calculé de façon à permettre l'entretien d'une famille; le salaire des femmes était dès le début censé couvrir l'entretien d'une seule personne; encore ne s'agissait-il que d'un entretien partiel, puisqu'on comptait sur le fait qu'au terme de son travail à l'usine une femme continue à travailler à la maison. [...] Pourtant, ce qui faisait que le travail féminin avait pour les capitalistes une valeur tout à fait particulière n'était pas tant son faible prix, mais surtout la soumission des femmes. Le capitaliste pouvait dès lors spéculer sur deux aspects: payer les travailleuses aussi mal que possible, et à travers cette concurrence comprimer autant que possible les salaires masculins.»

(Traduit de l'allemand)



Clara Zetkin (1857-1933), «Für die Befreiung der Frau! Rede auf dem Internationalen Arbeiterkongress zu Paris (19. Juli 1889)». (Pour la libération de la femme: discours au congrès des travailleurs de Paris).

AGENDA

10 février

Coordination d'ATTAC-Vaud.
20h00, Pôle Sud, Av. JJ Mercier 3, Lausanne

10 février

Militantes à Mumbai, 3 regards pour un autre monde - Conférence-débat.
20h15, Salle Gandhi - Maison des Associations, 15, r. des Savoises, Genève

18 février

Assemblée du PS lausannois, avec Hans-Jürg Fehr et Werner Marti, candidats à la présidence du PS suisse.
20h30, Maison du Peuple, Chauderon 5, Lausanne

21 février

Comité des Femmes Socialistes Suisses.
10h30-15h00, Palais fédéral, Berne

1^{er} - 19 mars

Session des Chambres fédérales.
Palais fédéral, Berne

3 mars

Réunion des Femmes du Groupe PS suisse.
19h00, Bistrot Morillon, Berne

4 mars

Café politique - la participation du PS suisse au Conseil fédéral.
20h30, Brasserie Bavaria, Lausanne

6 mars

Congrès extraordinaire du Parti Socialiste Suisse.
10h30-16h00 (env.), Bâle

8 mars

Journée Internationale de la Femme.
Divers stands et actions dans les villes et sur les lieux de travail en Suisse romande.

JAB
1002 Lausanne

Pages de gauche
Mensuel d'opinions socialistes

Paroles de Conseiller fédéral... démissionnaire

Le 6 décembre 1953, le projet de réforme des finances fédérales défendu par Max Weber et farouchement combattu par la droite économique a été rejeté en votation populaire. Le 7 décembre, ne voulant pas avoir à soutenir un nouveau projet plus à droite que le précédent, Max Weber annonce sa démission. Il s'en justifie comme suit devant l'assemblée du Parti socialiste bernois le 9:

«[...] Mais ces raisons n'ont pas déterminé ma décision de me retirer du Conseil fédéral.

Je devais me demander si je pouvais soutenir face aux chambres et devant le peuple un projet que je tenais moi-même pour injuste et inacceptable et auquel il était prévisible que les organisations de travailleurs s'opposeraient de façon déterminée. Et je me suis dit: Non. Je ne peux pas faire cela, et personne ne peut non plus l'exiger de moi.»

Traduction d'un extrait du discours tenu par Max Weber le 9 décembre 1953 devant l'assemblée du PS de Berne.